

« Le projet d'Elyse Energy sur le bassin de Lacq, c'est l'ancien monde » dénonce le collectif « Touche pas à ma forêt pour le climat »



Le collectif mobilisé rassemble pour l'heure une quarantaine d'associations.

Rodolphe Martin

PAR PIERRE-OLIVIER JULIEN, PUBLIÉ LE 17 JANVIER 2024 À 17H11, MODIFIÉ À 17H22.

Un collectif d'une quarantaine d'associations se mobilise pour défendre la forêt et l'eau, ressources dont auront besoin les trois usines envisagées.

« Nous demandons l'arrêt immédiat du projet ». Le collectif récemment constitué et baptisé « Touche pas à ma forêt pour le climat » ne pouvait être plus clair, ce mercredi. Regroupant une quarantaine d'associations de la région, il s'oppose au projet E-CHO porté par Elyse Energy sur le bassin de Lacq, pour la création de trois usines d'ici 2028, qui produiront de l'hydrogène et des carburants dits durables.

Ce mercredi, dernier jour de la concertation préalable à laquelle ils ont participé activement, les militants bénévoles ont souhaité redire leurs craintes devant ce projet « qui semble mal embarqué ». Ils s'étaient naturellement retrouvés il y a trois mois, au lancement de la consultation, déjà très inquiets du sort promis aux forêts des Pyrénées et à l'eau du Gave de Pau.

Le dialogue tenté avec le maître d'ouvrage n'a pas permis de les rassurer. « Elyse Energy, pour l'heure, c'est beaucoup de communication et très peu de substances techniques et scientifiques » pointe Sylvain Chevalier.

Pétition et mobilisations

La riposte s'organise donc. Le collectif tiendra une assemblée générale citoyenne le 26 janvier à Navarrenx, il a déjà lancé une pétition sur « petitionenligne.fr » qui a recueilli 2 000 signatures, il compte mobiliser la population, alerter les élus, d'autres associations, jusqu'à l'échelle européenne.

« Nous sommes extrêmement motivés » prévient encore Sylvain Chevalier. C'est un peu la même famille de militants qui s'était récemment opposée à la méga-scierie de Florian à Lannemezan, avec un abandon du projet à la clé. D'ailleurs, c'est sur ce modèle de mobilisation, qui a fait ses preuves, que le collectif compte s'appuyer, confirme Jean-Claude Dutter. En mettant en avant « la résonance très forte » du sujet forêt chez les gens.

Comme lors de ses précédentes prises de parole depuis trois mois, Henri Pépin explique à nouveau que « lorsqu'on coupe des arbres, il y a un prix à payer au niveau coût carbone ». Comprendre que raser des hectares de forêt détruirait des puits de carbone et provoquerait jusqu'à la remontée de 1,5 million de tonnes par an de CO2 dans l'atmosphère.

« Ce n'est pas un projet de décarbonation, c'est le contraire » souligne le professeur qui avait pu le répéter lors du dernier forum du 11 janvier. « C'est un problème majeur si la réglementation permet le réchauffement climatique » relève Henri Pépin, pour qui le projet d'Elyse Energy, « c'est l'ancien monde ».

« Il faut qu'il y ait une expertise indépendante menée par les experts du Giec » appelle le collectif, déplorant que ce projet soit lancé « sans aucune évaluation scientifique ».

« Même Total a abandonné son projet »

« On arrive aux limites de ce que la forêt peut donner » commentent les militants, « dans le 64, pour les forêts publiques, il y a déjà 80 000 hectares par an qui sont coupés » assure Ramuntcho Tellechea. « Même Total a abandonné un projet pilote similaire à Dunkerque » notent les militants.

Devant le Sénat en effet, le PDG Patrick Pouyanné confirmait en juillet 2023 que le projet de TotalEnergies se heurtait « à un problème de densité » de ressources en déchets ligneux. « De toute façon, est-il socialement acceptable de mobiliser du bois pour faire voler des avions » pose Patrick Etchegorry.

A LIRE AUSSI

Agglo de Pau : c'était quoi, ce « grand bruit » entendu samedi vers 21 heures ?

Tensions dans les quartiers de Pau : déploiement policier après les coups de feu

Outre la forêt, le collectif s'inquiète aussi des prélèvements en eau prévus, « pour alimenter un électrolyseur qui sera le plus gros du monde. Et personne ne sait exactement combien il consommera réellement. Ce sera sans doute plus que ce qui est annoncé. Alors que notre région est en train de s'assécher » affirment les militants.